5e colloque étudiant en développement international

11 février 2016
Salon Hermès,
Pav. Palasis-Prince,
Université Laval

Cahier des résumés

Comité scientifique
Sophie Brière, Faculté des sciences de l'administration
Shelley-Rose Hyppolite, Faculté de médecine
Patrick Mundler, Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation

Comité organisateur
Jihane Lamouri, Chaire en développement international
Johanne Morin, Chaire en développement international
Élise Garnier, candidate à la maîtrise en biogéosciences de l'environnement

Mot du titulaire de la Chaire en développement international

A l'occasion de cette 5e édition du colloque étudiant en développement international, la Chaire en développement international est fière de réussir à rassembler, à l'occasion de la Semaine du développement international, de nombreux acteurs de la communauté universitaire impliqués dans le domaine du développement international.

Bien que le colloque constitue d'abord une tribune permettant aux étudiants et étudiantes qui s'intéressent aux questions de développement international de présenter les résultats de leurs travaux et de mettre à l'épreuve leurs méthodologies de recherche, il est aussi pour eux l'occasion toute désignée d'échanger, avec leurs pairs, leurs réflexions sur le développement et les diverses façons de l'entrevoir.

Dans le cadre de la 5e édition, les participants du colloque auront en effet l'occasion de réseauter avec des professionnels du développement, présents dans le cadre du Carrefour de la coopération internationale organisé le même jour par Managers Sans Frontières et l'Association des étudiants en développement international et action humanitaire. A l'instar des éditions précédentes, nous sommes également heureux d'avoir pu offrir, dans le cadre du colloque et de la semaine du développement international, une grande conférence à l'Université Laval. En raison de l'agenda de notre hôte, la conférence de cette année s'est tenue une semaine avant le colloque. Le Rapporteur spécial des Nations pour les droits de l'homme des migrants, Monsieur François Crépeau, nous a fait l'honneur de sa présence le 3 février 2016 afin de partager avec la communauté universitaire sa vision de la crise migratoire et de la mobilité humaine. Grâce à nos partenaires et en particulier à l'Association québécoise des organismes de coopération internationale, vous pourrez voir (ou revoir) la conférence de Monsieur Crépeau en ligne.

En souhaitant à tous les passionnés du développement international un beau rendez-vous !

Alain Olivier, titulaire de la Chaire en développement international

Table des matières

Programme 5

Atelier : Développement rural

Entrepreneuriat féminin et développement local en milieu rural
Le cas de la sous-préfecture de Gadouan en Côte d'Ivoire
Chantal Dali 6

Effets de l'utilisation des brûleurs à propane et à diesel comme substitut au bois de feu par les boulangeries sur les ménages ruraux dépendant de la filière bois en Haiti
Jude Dimanche 7

Risques d'insécurité alimentaire sur les marchés du Mil au Niger
Antoine Finagnon Dedewanou 8

Facteurs influençant les coûts de production de plantules d'Inga par les petits producteurs au Bélize : Entre techniques et sociogéographie
Jonathan Pedneau 9

Les arbres fruitiers en agroforesterie : comment diversifier les revenus paysans camerounais
Samuel Laflèche 10

Atelier : Eau et développement

Objectifs de développement durable et accessibilité en eau potable : Quel est le défi ?
Alexandra Cassivi 11

La problématique de l'assainissement dans les pays en voie de développement; la caractérisation des boues fécales
Catherine Bourgault 12

Atelier : Autre regard sur le développement

Le développement autrement : les projets d'alphabétisation cubains « Yo, sí puedo » comme modèle de coopération Sud-Sud
Marie Michèle Grenon 13

Les universalismes de la misère: modernité, colonisation, développement
Joaquin Sabat 14

Pour un développement international plus efficace : une intégration renforcée de l'approche fondée sur les droits
Mathilde Huguet 15

Activité publique du 5e colloque étudiant en développement international 16
Remerciements 17

PROGRAMME

8h	**Accueil, inscriptions et déjeuner**
8h30	**Mot de bienvenue et présentation du programme**
	SÉANCE 1 : DÉVELOPPEMENT RURAL
8h40	◆*Entrepreneuriat féminin et développement local en milieu rural. Le cas de la sous-préfecture de Gadouan en Côte d'Ivoire* Chantal Dali, 3e cycle, Développement régional, UQAR
9h	◆*Effets de l'utilisation des brûleurs à propane et à diesel comme substitut au bois de feu par les boulangeries sur les ménages ruraux dépendant de la filière bois en Haiti* Jude Dimanche, 2e cycle, Agroéconomie, Ulaval
9h20	◆*Risques d'insécurité alimentaire sur les marchés du Mil au Niger* Dedewanou Fignagnon, 3e cycle, Économie, Ulaval
10h	**Période de questions**
10h20	**Pause Café**
10h40	◆*Facteurs influençant les coûts de production de plantules d'Inga par les petits producteurs au Bélize : Entre techniques et sociogéographie* Jonathan Pedneau, 2e cycle, Agroforesterie, Ulaval
11h	◆*Les arbres fruitiers en agroforesterie : comment diversifier les revenus des paysans camerounais* Samuel Laflèche, 2e cycle, Agroforesterie, Ulaval
	SÉANCE 2 : EAU ET DÉVELOPPEMENT
11h20	◆*Objectifs de développement durable et accessibilité en eau potable, quel est le défi?* Alexandra Cassivi, 2e cycle, Aménagement du territoire, Ulaval
11h40	◆*La problématique de l'assainissement dans les pays en voie de développement; la caractérisation des boues fécales* Catherine Bourgault, 3e cycle, Génie des eaux, Ulaval
12h	**Période de questions**
12h20	**DÎNER – CARREFOUR DE LA COOPÉRATION** **Foire de l'emploi et du stage en développement international et action humanitaire**
	SÉANCE 3 : AUTRES REGARDS SUR LE DÉVELOPPEMENT
13h40	◆*Le développement autrement : les projets d'alphabétisation cubains Yo, sí puedo comme modèle de coopération Sud-Sud* Marie Michèle Grenon, 3e cycle, Anthropologie, Ulaval
14h	◆*Les universalismes de la misère: modernité, colonisation, développement* Sabat Joaquin, 2e cycle, Sociologie, Ulaval
14h20	◆*Pour un développement international plus efficace : une intégration renforcée de l'approche fondée sur les droits* Huguet Mathilde, 2e cycle, Droit, Ulaval
14h40	**Période de questions**
15h	**Collation réseautage avec les exposants du Carrefour de la coopération**
15h30	**Remise du prix de la meilleure communication**

Entrepreneuriat féminin et développement local en milieu rural

Le cas de la sous-préfecture de Gadouan en Côte d'Ivoire

Chantal Dali
Développement régional, 3e cycle, Université du Québec à Rimouski

Cette recherche a répondu à la question de savoir comment faire émerger une dynamique entrepreneuriale féminine dans un processus de développement local en milieu rural. L'objectif général de la recherche était à la fois de comprendre le processus d'émergence de micro-entreprises féminines dans un processus de développement local en milieu rural ivoirien et de proposer un cadre d'analyse des facteurs qui déterminent l'émergence de ces micro-entreprises féminines dans une perspective de développement territorial. L'analyse de modèles d'émergence de l'entrepreneuriat dans les écrits scientifiques a montré que pour faire émerger l'entrepreneuriat féminin selon une approche territoriale, en milieu rural, il faut tenir compte des inégalités de genre, du développement des compétences et du soutien des institutions pour dépasser les contraintes sociales, culturelles et économiques afin de générer une dynamique productive d'ensemble dans laquelle les femmes sont intégrées. L'investigation empirique a eu pour cadre le processus de planification participative locale en cours dans la sous-préfecture de Gadouan en Côte d'Ivoire. Les données ont été collectées selon une démarche qualitative en combinant trois techniques de collecte : focus groups, entretiens individuels et recherche documentaire. Nous avons ainsi réalisé trois focus groups avec un total de 36 femmes. Ces focus groups ont été complétés par 23 entretiens individuels et aussi par de la recherche documentaire. La démarche est à la fois déductive et inductive. À l'issue de cette démarche, il est ressorti que dans le cas de la sous-préfecture de Gadouan, la non-émergence de l'entrepreneuriat féminin à l'issue de la planification participative locale s'explique par le fait que les femmes ne sont pas « effectivement » impliquées à toutes les étapes du processus de planification, leurs compétences entrepreneuriales demeurent à l'état de « capacités potentielles » et leur milieu ne leur offre pas le soutien technique et financier nécessaire. Ceci a amené à discuter les résultats de la recherche au regard de l'approche genre et développement, de l'approche par les capacités et de l'approche territoriale de l'entrepreneuriat.

Mots-clés : *entrepreneuriat féminin, développement local, compétences entrepreneuriales, approche territorial, Côte d'Ivoire.*

Chantal Dali est récemment diplômée au Doctorat en développement régional de l'Université du Québec à Rimouski. Son champ de recherche porte sur l'entrepreneuriat féminin et le développement local en milieu rural. L'intérêt pour cette thématique découle d'une dizaine d'années d'expérience en développement rural en Afrique. Elle est également titulaire d'un Master en développement de l'Université Senghor d'Alexandrie d'Égypte et d'un diplôme d'Ingénieur Agro-alimentaire de l'École Supérieure d'Agronomie de Côte d'Ivoire en Afrique de l'Ouest.

Effets de l'utilisation des brûleurs à propane et à diesel comme substitut au bois de feu par les boulangeries sur les ménages ruraux dépendant de la filière bois en Haiti

Jude Dimanche
Agroéconomie, 2e cycle, Université Laval

Cette étude cherche à cerner les effets de l'introduction du Gaz Propane Liquéfie (GPL) et du diesel dans les boulangeries sur les ménages ruraux dépendant de la filière bois énergie sur la rentabilité financière, l'organisation et les conditions de travail dans les boulangeries. Aussi s'agit-t-il de vérifier si leur utilisation peut contribuer à réduire la consommation du bois à long terme, donc la coupe de bois en Haïti. L'étude se base sur une approche de recherche combinant l'observation directe sur le terrain, la recherche documentaire et des entretiens. Elle indique que les dépenses à l'achat de bois combustible sont supérieures au total de la dépense faite pour l'achat du propane et du diesel pour une même quantité de sacs de farine transformés en pain. L'analyse des données collectées montre que l'utilisation du propane et du diesel dans dix-neuf(19) boulangeries étudiées génère une diminution d'emplois dans le secteur de la boulangerie et du revenu des ménages (urbains et ruraux) dépendant de la commercialisation du bois-énergie de 3 189 561,6 gourdes (mai 2012). L'évaluation des avantages financiers et non financiers d'une boulangerie à substituer le bois par du GPL et du diesel laisse présager que ces deux combustibles pourraient faire baisser la pression sur les ressources ligneuses. L'achat d'un kilogramme de GPL permet à la boulangerie d'économiser 1,98 gourde et celui du diesel permet d'économiser 2,30 gourdes par rapport à l'achat d'un kilogramme de bois. En utilisant ces combustibles, les boulangeries diminuent leurs dépenses énergétiques. La substitution paraît globalement avantageuse vu qu'elle constitue un avantage à la fois pour les entreprises (boulangeries) et pour l'environnement urbain et rural. L'évolution à la baisse de la couverture forestière en Haïti soulève des inquiétudes. Des études menées portent essentiellement sur des comparaisons d'ordre technique et financier de substituts, comme le gaz propane. Elles sont peu nombreuses à avoir abordé l'impact environnemental d'une telle substitution par des ménages urbains. Encore moins d'attention est portée à l'impact de cette substitution par les boulangeries, sur l'environnement de ces entreprises et sur les ménages ruraux qui les approvisionnent. Le présent travail s'intéresse à cette question.

Mots-clés : *énergie, déforestation, ménages ruraux, boulangerie, environnement.*

Jude Dimanche, est candidat à la maîtrise au programme d'agroéconomie de l'Université Laval. Ingénieur agronome diplômé de la faculté des sciences de l'agriculture et de l'environnement de l'Université Quisqueya Haïti, il s'intéresse aux questions traitant de l'énergie, de l'environnement, du développement rural et de la sécurité alimentaire. Il a travaillé comme consultant à l'agence gouvernementale de la Sécurité Alimentaire en Haïti et dans des organisations non gouvernementales, notamment le Fewsnet-USDA, et le GVC où il a contribué à la réalisation de plusieurs projets.

Risques d'insécurité alimentaire sur les marchés du Mil au Niger

Antoine Finagnon Dedewanou
Économie, 3e cycle, Université Laval

Le Niger est un pays sahélien totalement enclavé avec une population d'environ 19,11 millions d'habitants en 2014. Le secteur primaire représente le principal pôle économique du pays et sa contribution au PIB est d'environ 42,4% (2011), bien que seuls 12% du territoire national peut être cultivé du fait de la faiblesse et de la pauvreté des sols. Concernant le régime alimentaire, en ville comme en campagne, au niveau des pauvres comme des riches, les Nigériens sont de grands consommateurs de céréales dont les deux principales produites dans le pays sont le mil et le sorgho. Les productions du mil et du sorgho, restent encore en dessous des besoins de la population. Le Niger doit donc combler son déficit à l'aide des importations de mil venues des pays voisins, en particulier le Nigéria. Cette stratégie fondée sur les avantages comparatifs suppose que les marchés soient efficaces pour répondre à la demande de la population. Or, l'hypothèse selon laquelle les marchés sont toujours efficaces pour satisfaire les besoins alimentaires relève de « l'utopie ». En effet, il existe de nombreuses sources de défaillance des marchés susceptibles d'expliquer les hausses persistantes de prix et l'existence de poche de malnutrition dans les pays en voie de développement. Ces situations d'échec sont d'abord liées à l'importance des coûts de commercialisation et de transaction. Ces coûts résultent des difficultés d'accès au crédit et à l'assurance, du mauvais état des voies de communication, des asymétries informationnelles, etc. Dans le cas extrême, lorsque le coût d'accès au marché que représente l'ensemble de ces facteurs devient prohibitif, les ménages sont conduits à des stratégies d'autosuffisance et des régions entières peuvent être isolées (Araujo *et al.*, 2010). De plus, le Niger est constamment confronté à des crises alimentaires qui constituent une menace pour sa population et accentuent les risques liés à l'accès à l'alimentation. Ces situations ont engendré une hausse persistante des prix dans la plupart des régions du pays, causant de nombreuses difficultés aux populations les plus vulnérables. Cette communication se propose d'analyser à la fois l'approvisionnement des marchés en mil à travers la mesure de l'intégration des marchés, et le mécanisme de transmission des chocs des prix entre marchés domestiques au Niger.

Mots-clés : *transmission asymétrique, marchés du mil, association, commerçants, Niger.*

Né le 16 Juin 1989 à Adjarra au Bénin, Antoine Finagnon Dedewanou est Doctorant en Économique à l'Université Laval et titulaire d'un diplôme d'Ingénieur Statisticien Économiste de l'École Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée (ENSEA-Abidjan) en Côte d'Ivoire. Passionné par la recherche, il a participé, en Juin 2015, à la 16ème Conférence Internationale de Global Development Network (GDN) à Casablanca (Maroc). En septembre 2015, il a décroché la médaille du Laboratoire d'Analyse et de Recherche en Économie Quantitative (LAREQ) de la République Démocratique du Congo.

Facteurs influençant les coûts de production de plantules d'Inga par les petits producteurs au Bélize : Entre techniques et sociogéographie

Jonathan Pedneau
Agroforesterie, 2e cycle, Université Laval

Des facteurs biologiques, techniques, économiques et sociaux sont impliqués tant pour la production de plantules que l'implantation d'un système agroforestier. La culture en couloir avec Inga edulis est en promotion dans le district de Toledo, au Bélize. Elle consiste à des couloirs de trois à quatre mètres de culture encadrés par des haies d'Inga en densité de 2500 arbres/ha. Les différentes espèces d'Inga sont propagées habituellement à partir de graines plantées en pépinières. Cependant, ces graines sont récalcitrantes, elles ne peuvent être séchées ou congelées. Cela diminue la disponibilité des graines durant la saison ainsi que la distribution et l'utilisation domestique de ce genre. Le projet de recherche se déroule à San Pedro Columbia. Le premier objectif est d'évaluer l'efficacité de la propagation végétative en poly-propagateur sans brumisation. Le deuxième est l'évaluation du temps de production et d'implantation du système par la propagation végétative ainsi que par les méthodes de propagation par semences en pépinière et en champs. Le dispositif pour l'évaluation est la mesure des étapes de production et d'implantation pour trois groupes de 100 plantules par méthode. Le troisième objectif consiste à l'évaluation des facteurs jouant sur l'acquisition et la production de plantules d'arbres par les petits producteurs. Celle-ci a été effectuée à l'aide de vingt entrevues semi-dirigées avec des petits producteurs de sept villages et trois ONG du district. La propagation végétative en poly-propagateur est intéressante et montre des taux d'enracinement au-delà de 75 % pour plusieurs traitements, 3principalement pour les tiges inférieures à 9mm de diamètre. Les différentes méthodes de propagation présentent des temps d'implantation de 38j.h/ha pour les semis en sac, de 31j.h/ha pour les boutures et de 26j.h/ha pour les semences en champs. Le transport du matériel végétal semble être un facteur clé émanant des entrevues et privilégie les graines. Celui-ci a un impact sur le labeur, l'augmentant de 38 à 95j.h/ha entre 220m et 2500m de distance pour les semences en sacs, alors que nous observons une augmentation de seulement 1j.h/ha pour les semences en champs. La consultation de la population locale combinée aux expérimentations terrains ont permis de définir les meilleures méthodes pour l'implantation, selon diverses situations pour la culture en couloir avec Inga edulis.

Mots-clés : agroforesterie, Inga, implantation, Bélize.

Jonathan Pedneau a complété un baccalauréat en biologie à l'UQAC en 2002, il a œuvré au cours de la dernière décennie à la protection des habitats aquatiques. En 2004 il a co-fondé l'entreprise Aménagement Natur'Eau-Lac pour ensuite entreprendre la recherche d'espèces compatibles au génie végétal en climats tropicaux en Équateur. Ayant un intérêt pour les contraintes de la conservation en territoires agricoles, il s'est dirigé vers la maîtrise en agroforesterie.

Les arbres fruitiers en agroforesterie : comment diversifier les revenus paysans camerounais

Samuel Laflèche
Agroforesterie, 2e cycle, Université Laval

Dans les pays en voie de développement, les agriculteurs sont très dépendants des produits provenant des arbres. Ces produits étant d'une grande diversité, ils pourvoient outils, nourriture, médicaments, bois de chauffage et de construction. Ils ont donc une grande importance économique pour les paysans dans plusieurs régions du monde. Dans les hauts plateaux de l'Ouest du Cameroun par contre, les arbres fruitiers semblent être la culture ayant le moins d'incidence dans le revenu familial depuis la crise du café des années 1980. Les caféières sous couvert arboré ont été progressivement arrachées et changées en cultures maraîchères, ne tolérant pas l'ombre. Par conséquent, nous nous sommes demandé quelles étaient les principales contraintes et opportunités des paysans pour l'intégration et l'entretien des arbres fruitiers dans leurs systèmes de culture afin de connaître les aspects à favoriser pour augmenter le revenu des paysans à l'aide des arbres fruitiers en association avec les cultures. Pour ce faire, nous avons entrepris une méthodologie participative. Un premier groupe de discussion avec les délégués d'arrondissement, des chefs de poste et quelques paysans clés nous a permis d'identifier les 10 villages où la recherche a eu lieu et nous a donné une vision globale de l'état des arbres fruitiers dans le département de la Menoua. Dans chaque village, un groupe de discussion avec 20 personnes (10 hommes et 10 femmes) a été planifié et 20 agriculteurs étaient enquêtés par village, pour connaître les caractéristiques de l'exploitation agricole et du ménage de ces derniers. Les résultats nous permettent de décrire les caractéristiques des cultures agrisylvicoles dans la Menoua, les produits et services fournis par ces arbres et leurs apports socioéconomiques. Nous avons également identifié les différentes méthodes d'entretien, les changements dans la présence des espèces fruitières au courant des derniers 50 ans et les raisons qui justifient ces changements. Finalement, nous avons identifié les espèces fruitières sauvages exploitées, les nouvelles espèces fruitières qu'ils souhaiteraient intégrer aux cultures et les contraintes qui les empêchent de se développer. Nous pourrons ainsi connaître les priorités paysannes en matière d'arbres fruitiers locaux et exotiques. Il sera par conséquent possible d'établir un plan répondant aux besoins des paysans pour favoriser leur développement et leur potentiel économique.

Mots-clés : *Cameroun, agroforesterie, arbres fruitiers, services, socioéconomique.*

Titulaire d'une technique en Bioécologie et d'un baccalauréat en Biologie, volet biologie végétale et écologie, Samuel Laflèche est étudiant à la maîtrise en Agroforesterie à l'Université Laval. À la suite de quelques expériences en milieu tropical, il a développé un intérêt pour le développement international et pour l'aide aux paysans. Il travaille actuellement sur les éléments déterminants les aspects sociaux et économiques des arbres fruitiers au Cameroun.

Objectifs de développement durable et accessibilité en eau potable : Quel est le défi ?

Alexandra Cassivi
Aménagement du territoire et développement régional, 2e cycle, Université Laval

L'année 2015 marque la fin des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et l'avènement des Objectifs de développement durable (ODD). À l'aube de cette nouvelle période, il est essentiel de se questionner sur les progrès accomplis précédemment en vue d'atteindre les cibles en 2030. La cible 7C des OMD était de réduire de 50% le pourcentage de la population n'ayant pas accès à une source d'eau améliorée. La cible a été atteinte alors que la proportion de la population mondiale ayant accès à l'eau potable est passée de 76% à 91%. Ces statistiques reposent sur un indicateur bien précis : la proportion de la population utilisant une source d'eau potable améliorée. En analysant les données des enquêtes à indicateurs multiples de l'UNICEF et des enquêtes démographiques et de santé de l'USAID, on constate l'omission de divers éléments dans le choix de l'indicateur, entrainant une surestimation de la proportion de la population ayant réellement accès à l'eau. Considérant que 42,5% de la population mondiale n'ont toujours pas accès à une source d'eau à domicile en 2015, on s'interroge sur l'accessibilité à l'eau de ces personnes qui doivent toujours se déplacer pour s'approvisionner. Ces personnes, particulièrement des femmes et des enfants, se voient affectées à cette tâche plusieurs heures par jour aux dépens d'autres activités. Non seulement le déplacement demande du temps, mais il requiert aussi de l'énergie. L'alimentation et la consommation caloriques sont, de surcroît, des éléments qui influencent la capacité à se déplacer. À l'aide de la modélisation de la distance et de différents facteurs (pente, le type de sol, poids de l'eau), il sera possible d'estimer la dépense calorique ainsi que l'influence des facteurs sur la quantité d'eau potable consommée.

Ces nouvelles connaissances contribueront à une meilleure compréhension des habitudes de déplacement des populations, de leurs besoins et de l'accès à l'eau potable à l'échelle mondiale. L'application de modèles de transport à la question de l'approvisionnement en eau potable permettra d'assurer une gestion de programme appliquée aux besoins des populations concernées par cette réalité.

Mots-clés : *eau potable, développement durable, modélisation, accessibilité*

Bachelière en sciences géographiques, Alexandra Cassivi est actuellement étudiante à la maîtrise en aménagement du territoire et développement régional avec mémoire à l'Université Laval. Elle s'intéresse aux déplacements des populations sur le territoire, plus particulièrement à l'accessibilité aux sources d'eau potable dans les pays en voie de développement.

La problématique de l'assainissement dans les pays en voie de développement; la caractérisation des boues fécales

Catherine Bourgault
Génie des Eaux, 3e cycle, Université Laval

La croissance rapide des villes dans les pays en voie de développement de même que la multiplication des zones d'habitations spontanées ont engendré des besoins pressant en assainissement dans ces endroits. Dans les grandes villes d'Afrique et d'Asie, on estime actuellement le pourcentage des habitations disposant de systèmes d'assainissement autonomes (non raccordés à un réseau d'égout) à environ 65 – 100 %. Ces installations autonomes étant principalement des latrines à fosses ou des fosses septiques. Or, la multiplication des installations sanitaires individuelles commence à poser de nombreux problèmes et défis techniques aux municipalités des régions concernées. D'une part, on réalise que les fosses se remplissent plus rapidement que ce qu'on avait estimé. D'autre part, on constate un manque de ressources pour assurer la vidange sécuritaire des fosses, de même qu'une insuffisance de stations de traitement de boues fécales (BF) fonctionnelles. En conséquence, on estime qu'environ 200 millions de latrines seront vidangées à la main par année, les BF étant déversées dans les cours d'eau ou terrains environnants sans traitement. Évidemment, ce manque d'organisation sanitaire ne sera pas sans conséquence pour la santé des individus, entraînant la prolifération des maladies fécales-orales tel que le choléra et la typhoïde. Selon le WHO, environ 2 millions de personnes meurent chaque années suite à de fortes diarrhées, les cas les plus répertoriés étant les enfants de moins de cinq ans.

Selon les acteurs humanitaires, pour une mise en place de solutions durables dans les pays en voie de développement, il conviendrait nécessairement d'organiser la gestion sécuritaire des BF - et non seulement par la construction de latrines. Or, de toute évidence la mise en place d'une telle gestion constitue un défi de taille, nécessitant de mettre en place plusieurs éléments de secteurs divers, lesquels appartiendront autant au domaine social qu'aux domaines scientifique et économique. Du point de vue d'ingénierie, pour répondre aux quantités sans cesse grandissantes de BF générées dans les villes, il conviendrait d'abord de construire des stations de traitement fonctionnelles. Par ailleurs, à l'heure actuelle, le manque de connaissances globales sur les caractéristiques des BF limite les avancés dans le domaine. À ce titre, des travaux de recherches ont donc été réalisés en Afrique du Sud.

Mots-clés : *assainissement, pays en voie de développement, gestion des boues fécales*

C'est en s'exposant à différents contextes lors de mandats en coopération internationale que l'intérêt de Catherine pour les problématiques liées à l'assainissement dans les pays en voie de développement s'est installé. Présentement étudiante au doctorat en génie des eaux, sont sujet de thèse porte sur la biodégradation des boues fécales au sein des latrines à fosse. Le but ultime de la recherche étant l'amélioration de la qualité de l'assainissement dans le contexte des pays en voie de développement. Elle revient tout juste d'Afrique du Sud, où elle y a effectué une série de travaux pratiques pour la caractérisation des boues.

Le développement autrement : les projets d'alphabétisation cubains « Yo, sí puedo » comme modèle de coopération Sud-Sud

Marie Michèle Grenon
Anthropologie, 3e cycle, Université Laval

La constitution du champ « développement » dans les années 1950 a donné lieu à la création de divers projets établis par des nations industrialisées et destinés à des pays qualifiés de « sous-développés ». Des anthropologues critiques tels que Escobar (1995) ou Ferguson (1990) ont dénoncé le discours et les pratiques de développement qui maintiendraient des relations inégales de pouvoir où l'Occident et ses institutions contrôleraient le changement global en lien avec les valeurs qu'ils prônent. Afin de rompre avec ces rapports inégaux, ces auteurs suggèrent de modifier les structures profondes du développement ou de valoriser des approches alternatives.

Depuis la crise financière de 2008 et avec l'émergence de pays comme l'Inde et le Brésil, la configuration du champ du développement serait en transformation alors que la collaboration Sud-Sud prend de l'ampleur (Mosse 2013). Afin d'approfondir les études sur les pratiques de coopération internationale, il importe d'analyser les initiatives en périphérie des perspectives dominantes telles que les projets d'alphabétisation cubains « Yo, sí puedo » qui perçoivent l'analphabétisme comme un problème social nécessitant une réponse communautaire et humaniste. La méthode est flexible et adaptable aux spécificités locales et intègre l'acquisition de compétences pratiques à l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul (Boughton et al. 2013). « Yo, sí puedo » a été établi avec succès au sein de pays en développement, mais également dans des communautés de pays développés (en Australie, en Espagne). Étant un sujet peu étudié par les sciences sociales en général et par l'anthropologie en particulier, il apparaît pertinent d'analyser les origines, les principes, ainsi que les implications de ces projets au prisme des concepts de socialisme et de post-colonialisme. Cette présentation vise à introduire le projet d'alphabétisation « Yo, sí puedo » ainsi que les bases théoriques et méthodologiques permettant son étude empirique. En somme, il s'agit d'une contribution concrète au champ de l'alphabétisation dans le domaine du développement et à la coopération Sud-Sud.

Mots-clés : *Cuba, alphabétisation, coopération Sud-Sud*

Dans le cadre de son mémoire de maîtrise réalisé au département d'Études internationales de l'Université de Montréal, Marie Michèle s'est intéressée aux missions humanitaires cubaines à l'étranger. Actuellement étudiante au doctorat à l'Université Laval, elle poursuit ses recherches en anthropologie du développement en s'intéressant aux projets d'alphabétisation internationaux incluant les campagnes cubaines. L'humanitaire, le développement, la coopération Sud-Sud, l'alphabétisation et l'internationalisme cubain constituent ses principaux intérêts de recherche.

Les universalismes de la misère: modernité, colonisation, développement

Joaquin Sabat
Sociologie, 2e cycle, Université Laval

Cela fait plus de cinq cents ans depuis l'arrivée des premiers colons en Amérique, mais la tendance bien établie à vouloir parler de l'histoire de la civilisation occidentale comme s'il s'agissait de l'histoire de l'humanité se maintient. Encore aujourd'hui, bien que sous des formes nouvelles ou déguisées, la disposition de l'Occident à universaliser sa propre histoire au détriment de celles des autres civilisations du monde paraît s'imposer de manière presque naturelle. Non pas que la domination coloniale ait d'une quelconque manière réussi à effacer les histoires locales, mais parce que, comme le souligne un grand nombre de penseurs du courant postcolonialiste (Dussel, 1993; Escobar, 1995; Mignolo, 1999; Omar, 2012; Quijano, 1992), la rhétorique même de la modernité est, derrière sa prétention au salut et au progrès, investie du même imaginaire colonial qui guida durant tous ces siècles l'expansion spatiale, politique, économique et symbolique de l'Occident sur le reste du monde.

Pourquoi et comment cette vision unilinéaire du monde a-t-elle pu perdurer aussi fermement dans la société contemporaine ? L'objectif de cette étude vise à spécifier ces raisons et à montrer comment, de sa genèse sur la scène internationale au courant de la guerre froide jusqu'à aujourd'hui, la notion même de développement reste non seulement tributaire de cette logique, mais dans une large mesure entièrement solidaire.

Après une brève récapitulation des principales mutations de l'ordre moderne-colonial du début du XVIe siècle jusqu'au milieu du XXe siècle, je me pencherai sur l'émergence de la notion de développement en tentant de faire ressortir en quoi elle s'inscrit, malgré tous les « bons sentiments » qui l'accompagnent, dans une continuité directe de la mission civilisatrice de l'Occident. Il transparaît de cette lecture que, loin de consacrer la fin des colonialismes et le commencement d'une ère nouvelle, le développement affirme avant tout la suprématie du modèle civilisationnel occidental et la volonté politique internationale de l'exporter à la totalité des civilisations humaines, cette fois-ci sous les couverts rédempteurs de la modernisation, de la croissance et du progrès.

Mots-clés *: modernité, colonisation, développement, universalismes, mission civilisatrice*

Candidat à la maîtrise en sociologie et récipiendaire des bourses du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) et du Fonds de recherche du Québec Société et Culture (FRQSC), Joaquin Sabat s'intéresse à l'aspect totalitaire de la modernité occidentale. D'après une démarche qui marie la sociologie, la philosophie et l'histoire, ses travaux de recherche portent sur la critique de la modernité amenée par le courant postcolonialiste et par la théorie critique de l'École de Francfort. Dans le cadre de son mémoire, il s'intéresse plus spécifiquement à la rupture entre le progrès de la Raison et le devenir de l'humanité dans la pensée d'Herbert Marcuse.

Pour un développement international plus efficace : une intégration renforcée de l'approche fondée sur les droits

Mathilde Huguet
Droit, 2e cycle, Université Laval

Malgré leurs objectifs communs, le développement international et les droits humains opèrent selon des approches différentes. L'approche développementaliste repose sur les besoins des populations concernées donc plus généralement sur la charité et les intérêts des bailleurs de fonds, alors que l'approche juridique repose sur des droits et plus précisément, dans le cadre des droits humains, sur des obligations reconnues à l'égard des États.

Cependant, l'objectif de cette communication n'est certainement pas de comparer ces deux approches mais bien de démontrer leur complémentarité afin de tendre vers une dynamique de développement plus intégrée, participative et respectueuse des populations et de leurs droits. Pour ce faire, il est pertinent de s'appuyer sur le droit au développement. Après avoir présenté sa reconnaissance (contexte historique, classification et contenu du droit) et sa mise en œuvre (notamment par les organes des Nations Unies), le lien qui s'est fait entre ce droit et les programmes de développement, tels que les Objectifs du Millénaire pour le développement et récemment les objectifs de développement durable, sera explicité.

Cet exemple du droit au développement (et de quelques autres droits) prouve que les outils juridiques avancés par les droits humains, fondés sur les principes d'autonomisation, de coopération, de non-discrimination et de transparence, peuvent servir de bases légales à l'intervention des États ou des organisations non gouvernementales en matière de développement.

Sans occulter les risques, par exemple de politisation, que représente le renforcement d'une telle approche, il peut finalement être soutenu que les droits humains peuvent permettre de consolider le développement international, en ce qu'ils complètent les principes de gestion du développement international comme l'intégration et la responsabilisation de tous les acteurs du développement, le renforcement de la coopération internationale et des capacités locales, la planification et la mise en place de stratégies communes de développement, etc.

Mots-clés : *développement international, droits humains, droit au développement, Nations Unies*

Actuellement au terme d'une maîtrise en Droit international et transnational à l'Université Laval, Mathilde a précédemment complété une double licence en Droit et Études européennes en France. Ses domaines de spécialisation comprennent les droits humains, le droit international humanitaire et la justice internationale, ce qui l'a amenée à réaliser différentes missions pour la Cour pénale internationale et le Bureau international des droits des enfants. Son mémoire de fin d'études porte sur une comparaison entre le droit à l'éducation en temps de paix (droit international des droits de la personne) et celui reconnu en temps de guerre (droit humanitaire).

Activités publiques du 5e colloque étudiant en développement international

UNIVERSITÉ LAVAL

Carrefour de la coopération

11ÈME ÉDITION DE LA FOIRE DE L'EMPLOI ET DU STAGE EN DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL ET ACTION HUMANITAIRE

11 février 2016

11h à 14h30

Terrasse FIÉSA, Pavillon Palasis-Prince

AÉDIAH – Association étudiante en développement international et action humanitaire

FEDIAH – Fonds d'entraide en développement international et action humanitaire

APMAL

MANAGERS sans frontières – 10 ans d'engagement en coopération internationale

Université Laval – Faculté des sciences de l'administration

CUSO International

Oxfam Québec

Depuis 40 ans au cœur de la vie des enfants du monde – L'AMIE – Aide internationale à l'enfance

Chaire en développement international

COOPERACTION ARO INTERNATIONAL

CECI – CHANGE DES VIES

suco

Développement et Paix – Caritas Canada

Autres exposants: AIESEC Ulaval • Carrefour International • Développement International Desjardins • Ministère des Relations Internationales et de la Francophonie • Médecins Sans Frontières • Mer et Monde • SOCODEVI • …

Merci à nos partenaires qui ont rendu possible la tenue de ce colloque et les activités de la *Semaine du développement international* à l'Université Laval.

Les textes contenus dans ce document n'engagent que leurs auteurs
© Chaire en développement international, Université Laval, Février 2016